

Les pays des Grands Lacs plangent sur une "force neutre" en RDC

@rib News, 07/08/2012 â€“ Source AFP Les pays des Grands Lacs se sont réunis mardi à Kampala, en présence des présidents de la République démocratique du Congo (RDC) et du Rwanda, pour réfléchir aux contours d'une «force neutre» devant éradiquer les groupes armés dans l'Est de la RDC et surveiller la frontière rwandaise. Alors que débutait la réunion de Kampala, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, en visite à Pretoria, a exhorté les Etats d'Afrique centrale, «notamment le Rwanda», à coopérer pour priver de soutiens les mutins du M23, l'un des principaux groupes armés actifs dans l'est de la RDC.

Ce sommet extraordinaire de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) s'est ouvert en milieu d'après-midi, à huis clos en périphérie de la capitale ougandaise, en présence du président ougandais Yoweri Museveni, hôte de la réunion, et de ses homologues Joseph Kabila (RDC), Paul Kagame (Rwanda), Jakaya Kikwete (Tanzanie) et Pierre Nkurunziza (Burundi). Le Kenya et le Soudan sont représentés par leurs vice-présidents respectifs Kalonzo Musyoka et Adam Youssef. Les quatre autres Etats-membres de la CIRGL (Angola, Centrafrique, Congo et Zambie) sont représentés à des niveaux inférieurs. MM. Kabila et Kagame, qui s'accusent mutuellement de soutenir des groupes rebelles hostiles à l'autre, avaient tous deux accepté mi-juillet le principe d'une force impartiale dans l'est de la RDC, lors d'un précédent sommet de la CIRGL organisé en marge d'un sommet de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba. Il s'agissait de la première rencontre entre les deux hommes depuis la reprise des armes au Nord-Kivu des mutins du M23 en avril. Leurs relations se sont détériorées depuis cette nouvelle poussée de violences dans cette région frontalière du Rwanda, accusé de soutenir le M23 et de s'accaparer les richesses de l'est de la RDC. Reste désormais à définir concrètement la structure et les modalités d'une telle force, censée combattre le M23, ainsi que les rebelles hutus rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), hostiles au régime du président Kagame et que Kigali accuse Kinshasa de soutenir. Une tâche d'autant plus difficile que Kinshasa et Kigali ont une conception très différente de ladite force. Trois options «Nous exhortons tous les Etats de la région, y compris le Rwanda, à travailler ensemble pour tarir le soutien aux rebelles du M23, pour les désarmer et pour traduire leurs leaders devant la justice», a déclaré Mme Clinton à Pretoria. Washington, alliée-clé de Kigali, a suspendu mi-juillet son aide militaire au Rwanda, après la publication d'un rapport de l'ONU accusant notamment les autorités rwandaises de soutenir le M23. Mme Clinton faisait écho à une déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU, la semaine dernière, réitérant une «ferme condamnation de tout appui extérieur apporté au M23 notamment par d'autres pays», et demandant «à tous les pays de la région de coopérer activement avec les autorités congolaises pour le démantèlement et la démobilisation du M23». Partie d'ex-rebelles qui avaient intégré le 23 mars 2009 l'armée de RDC, aux termes d'un accord avec Kinshasa, cette mutinerie a débuté en avril dans l'est de la RDC. Depuis, la nouvelle vague de violences a forcé plus de 250.000 Congolais à fuir, notamment vers le Rwanda et l'Ouganda voisins. La RDC a déjà indiqué vouloir que la Mission de l'ONU en RDC (MONUSCO), forte de 19.000 hommes et déployée dans l'Est du pays, soit mise à contribution. Mais Kigali n'a pas manqué ses critiques contre la force onusienne, l'accusant de partialité en faveur des autorités congolaises. L'ONU a admis que les hélicoptères de la MONUSCO étaient intervenus à plusieurs reprises en appui à l'armée congolaise contre les mutins. Au sommet de Kampala, trois options sont à l'étude : une force régionale constituée de soldats de la région financée par ses Etats et des «partenaires internationaux» ; une force «internationale et régionale incorporée à la MONUSCO» dont le mandat - limité actuellement à la protection des civils - serait renforcé ; un mandat intérimaire confié à la MONUSCO en attendant la mise en place d'une «force neutre internationale». Le sommet doit s'achever mercredi à la mi-journée.